



► Les villes changent le monde.

Institut Paris Région.

Les Cahiers, n° 176, septembre 2019. 197 p.

Selon les Nations unies, près des deux-tiers de la population mondiale habiteront en zone urbaine d'ici 2045. Aujourd'hui estimés à 4,2 milliards, les citadins devraient être 5 milliards en 2030 et 6,7 milliards en 2050. Au cœur des flux financiers et migratoires mondiaux, les métropoles façonnent les valeurs sociétales et les modes de vie planétaires. Elles sont les vitrines des mutations du monde, créatrices de richesses économiques et d'innovations technologiques.

Depuis le début du III^e millénaire, leurs centres se régénèrent et se densifient, tandis que les périphéries s'étalent. Mais leur modèle de développement à long terme interroge. Victimes de leurs succès, les métropoles vont-elles finir par devenir invivables ? Quelle sera la soutenabilité sociale et environnementale de ces ensembles urbains ? Comment articuler attractivité et qualité de vie pour tous ? De New York à Paris Île-de-France, de Tokyo à Copenhague, de Singapour à Medellín, les métropoles inventent, à toutes les échelles, de nouvelles trajectoires de développement pour associer compétitivité économique, régénération urbaine, inclusion sociale, frugalité énergétique et résilience climatique. Et ce faisant, elles changent le monde. Ce numéro des Cahiers met en lumière des stratégies et des initiatives particulièrement inspirantes pour répondre aux enjeux fondamentaux du (Très) Grand Paris.

Centralités

► Réinventons les centralités !

David Lestoux.

Intervention au Ceser de Bretagne, septembre 2019. Vidéo, 29 mn.

Pour le Ceser, la centralité d'hier n'est pas celle d'aujourd'hui, ni de demain. Il organisait un forum « Réinventons les centralités ! » le 3 septembre dernier, à Landerneau, dont David Lestoux, Directeur de l'Agence Lestoux & Associés, était le grand témoin. Expert en revitalisation des cœurs de villes, D. Lestoux propose une nouvelle approche des centralités qui prend en compte les quatre fonctions des centres-bourgs et centres-villes : commerce, habitat, services et attractivité.

Cohésion sociale

► Cohésion et transitions : agir autrement.

Rapport annuel sur l'état de la France 2019.

Christel Teyssedre ; Hervé Le Boulanger Le Quillec.

Conseil économique, social et environnemental (Cese), septembre 2019. 177 p.

Les mouvements sociaux de ces derniers mois ont révélé les multiples fractures affectant la société française. Ils ont souligné le malaise grandissant des classes « modestes », particulièrement exposées à la hausse des dépenses contraintes, et qui se sentent menacées de déclassement. Face à cette situation, les mesures récentes en faveur du pouvoir d'achat ont constitué un premier niveau de réponse mais partiel. Retrouver une croissance durable suppose de dégager davantage de richesses et donc d'accroître les gains de productivité de l'économie française en stimulant les investissements dans l'innovation, notamment ceux dans les compétences. Mettre rapidement en place un pacte économique, social et écologique doit permettre de parvenir à la cohésion sociale tout en menant avec détermination les transitions en cours (écologique, numérique et démographique). Refondre notre système fiscal pour le rendre plus juste, plus lisible et plus efficace et adopter une politique volontariste en matière d'investissements publics et privés sont également indispensables.

► [Rapport](#) ► [Synthèse](#)

Commerce et centres villes

► Les centres-villes à la recherche d'un nouveau souffle.

Revue des collectivités territoriales, n° 505, septembre 2019. pp. 62-68.

Si les grandes agglomérations ont entamé leur mutation, les centres des villes moyennes et petites peinent parfois à survivre. Leur reconquête passera par une réhabilitation de l'habitat et une offre nouvelle de services pour remettre les clients au cœur de la vie urbaine. Au sommaire : "Les grandes enseignes qui investissent les centres-villes" et focus sur la redynamisation du centre-ville de Chaumont.

Culture

► Les démarches artistiques dans les projets de rénovation urbaine.

Labo-Cités, septembre 2019. 8 p.

De même que la culture n'est pas un volet obligatoire des contrats de ville, les interventions artistiques ne sont nullement un passage obligé dans le cadre des programmes de rénovation urbaine (PRU). Pour autant, que ce soit dans les projets liés à la première ou la deuxième génération des PRU, des collectivités ont fait le choix de piloter, financer ou accompagner des projets artistiques et ce, avec des méthodologies et des résultats variés. L'objectif de cette 4ème journée du cycle d'échanges « Renouvellement urbain : nouveaux enjeux, nouvelles pratiques » de Labo-Cités a été de questionner les liens et paradoxes entre projets de rénovation urbaine et projets artistiques et de confronter les points de vue entre les artistes, les acteurs de l'aménagement urbain et ceux de la société civile. Ce document propose une synthèse des échanges.

Déplacement domicile-travail

► Les emplois se concentrent très progressivement sur le territoire, les déplacements domicile-travail augmentent.

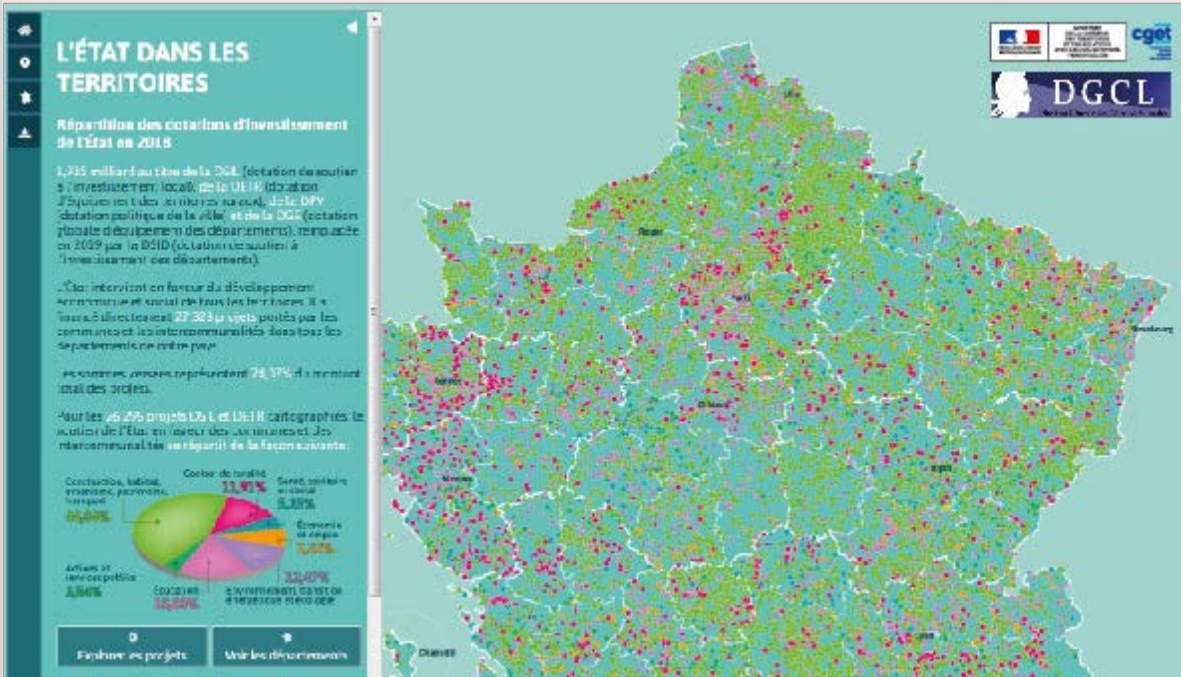
Insee - Robert Reynard ; Vincent Vallès.

Insee Première, n° 1771, septembre 2019. En ligne

Entre 2006 et 2016, à l'échelle des intercommunalités (EPCI), les emplois ont tendance à se concentrer très progressivement sur le territoire, au profit de neuf métropoles dynamiques : Paris, Toulouse, Lyon, Nantes, Bordeaux, Montpellier, Marseille, Rennes et Lille. La concentration de l'emploi dans les grandes métropoles résulte uniquement de celle de la sphère productive, la répartition de la sphère présentielle créant une résistance à ce mouvement. Dans six de ces métropoles, cette croissance de l'emploi se diffuse aussi dans les EPCI alentour, principalement grâce au dynamisme des activités présentielles. Un tiers des actifs, soit 9 millions de personnes, ne travaillent pas dans leur intercommunalité de résidence ; ce taux de sortie atteint ou dépasse même 50 % dans la moitié des EPCI. Les déplacements domicile-travail se font essentiellement entre EPCI voisins. Entre 2006 et 2016, le nombre de navetteurs augmente, notamment entre espaces résidentiels et pôles économiques.

Une carte un focus

► Les dotations d'investissement de l'Etat sur les territoires



Le CGET a cartographié la répartition pour 2018 des dotations d'investissement de l'Etat dans les communes et les intercommunalités. Quels sont les projets soutenus par l'État près de chez vous ?

Habitat - Logement

► Le logement social dans la société qui vient.

Union sociale pour l'habitat, septembre 2019. 146 p.

Cet ouvrage constitue le rapport introductif au 80e congrès Hlm qui se tient à Paris du 24 au 26 septembre 2019. Inédit dans sa démarche, le rapport propose d'éclairer le « modèle français » sous la forme d'un ouvrage collectif, qui met en perspective le rôle du logement social. Organisé autour des problématiques structurantes du Mouvement Hlm, il se compose des contributions de Bruno Cautrès, Laurent Davezies, Hervé Le Bras, Christine Leconte, Jean-Pierre Lévy, Bernard Stiegler, Laurence Tubiana et Jean Viard. Il réunit ainsi des éclairages démographiques, politiques, économiques, géographiques, philosophiques, sociologiques, environnementaux et architecturaux.

► Habiter, demeurer, se loger. De l'utopie au XXI^e siècle.

France Culture. *Matières à penser* par Dominique Rousset. 17 septembre 2019. Radio, 43 min.

Invitée : Marlène Ghorayeb, architecte-urbaniste, docteur en urbanisme et aménagement de l'espace.

Habiter, c'est bien plus que se loger. Les modèles occidentaux de l'urbanisme et de l'architecture au XX^e siècle, largement suivis et exportés un peu partout dans le monde, sont toujours opérants. Il s'agit maintenant de penser autrement la ville, avec les enjeux du nouveau siècle et de renouveler la formation à l'intention des étudiants. Les aspirations des habitants d'aujourd'hui rejoignent en bien des aspects les idées des grands utopistes du XIX^e (Fourier). Il s'agit d'étudier d'autres manières d'envisager un territoire, en dialogue constant avec tous les acteurs. On ne dit plus « ce qu'il faut faire », on co-construit !

► A écouter sur France Culture, la série complète et tous les invités de la semaine de "Habiter, demeurer, se loger".

Métropole

► Au rythme de la métropole : mieux vivre dans la ville dense.

Marc-Olivier Padis.

Terra Nova, septembre 2019. 30 p.

Les métropoles contribuent-elles à une accélération de nos modes de vie ? Plus étendues, plus peuplées, plus dynamiques, elles donnent une image de suractivité. Souvent éloignés de leur lieu de travail, les habitants y parcourent de plus grandes distances, à une fréquence plus élevée, et allongent leur journée. Sollicités de toutes parts, ils enchaînent les activités selon des emplois du temps complexes. Mais un emploi du temps fractionné et saturé ne signifie pas une plus grande rapidité du mode de vie. Au contraire, les déplacements dans une ville proche de la congestion multiplient les temps d'attente, les retards, le stress. Alors, accélérer ou ralentir ? Quelle est la bonne vitesse pour l'usager de la ville ? De nouveaux conflits politiques se dessinent autour de cette question. Les urbains adeptes des « mobilités douces » (vélos, trottinettes en libre-service...) imposent-ils leur style de vie à petite allure au détriment des périurbains dépendants de la voiture et des transports publics, pressés d'arriver au travail ou de rentrer chez eux, après de trop longues heures de transport ? Et que dire des assignés de la relégation, immobiles dans leurs espaces mal connectés au reste de la ville ? Ce sont tous ces enjeux de la ville dense qu'analyse Marc-Olivier Padis, directeur des études de Terra Nova, dans cette note commandée par l'Institut Paris Région (IAU Ile-de-France) dans le cadre du "comité régional de prospective" dont il a coordonné les travaux.

Mobilité

► Transition des mobilités : questions clés pour le temps long.

Olivier Paul-Dubois-Taine ; Edouard Freund.

Transports, infrastructures et mobilités, n°516. Juillet-Août 2019. pp. 20-25

Les tensions de nos sociétés et de nos territoires en matière de mobilité sont le plus souvent contradictoires, qu'il s'agisse d'améliorer les conditions de déplacements, de financer le coût du transport, ou d'atteindre les objectifs de la transition écologique et énergétique. Les difficultés de la vie quotidienne - distances de déplacements, congestion du trafic, coût d'usage de l'automobile, disponibilité de services de proximité, accès à l'emploi, etc. - rendent par ailleurs les populations particulièrement sensibles à toute mesure nouvelle susceptible « d'aggraver la situation », comme l'ont révélé les récents mouvements sociaux dans de nombreux territoires « délaissés » de notre pays. Pour aborder de façon efficiente la transition des mobilités, il faut d'abord comprendre comment celles-

ci sont vécues dans les différentes catégories de territoires, afin d'analyser les contraintes techniques et socio-économiques des populations concernées et déceler des opportunités d'adaptation a priori acceptables. Dans cette perspective, sous le titre « Vers une mobilité bas carbone : opportunités et contraintes pour une étape de transition à 15 ans » (2015-2030), *Ingénieurs et Scientifiques de France* a publié en juillet 2019, une étude dont cet article présente les principaux résultats quantitatifs et identifie en conséquence des questions clés d'une transition des mobilités dans les territoires de vie, qui s'étalera nécessairement sur une durée beaucoup plus longue.

► **Mobilité durable, numérique et financement. Quel modèle pour quels territoires**
Jean Coldefy.

Enjeux numériques (Annales des mines), n° 7, septembre 2019. pp. 79-87

La colère des gilets jaunes n'est qu'un nouveau symptôme d'un profond sentiment d'injustice alors que

les dépenses contraintes des Français augmentent pour passer à 61 % en 2018, selon une enquête récente réalisée par TNS Sofres. Pour les ménages de 1300 euros et moins nets mensuels, ces dépenses pèsent près de 70 % du budget. Ceux qui prennent leur voiture pour aller travailler tous les jours n'ont, pour la plupart, tout simplement pas le choix. La concentration des créations d'emplois dans les agglomérations et la destruction dans les villes moyennes est un phénomène puissant. Tout ceci a entraîné un allongement très important des distances domicile-travail depuis 40 ans. C'est l'absence d'alternatives à la voiture solo depuis les périphéries qui génère des flux de véhicules qui viennent saturer les réseaux routiers aux heures de pointe. Le sentiment d'iniquité est ainsi très fort : les habitants des périphéries et des zones rurales à faibles revenus sont durement touchés par les augmentations des prix de l'essence. Ils reçoivent très mal les leçons d'écologie de ceux qui peuvent utiliser moins souvent la voiture. La non-affectation des taxes ne permet pas par ailleurs d'expliquer l'usage qui est en fait et pénalise leur acceptation. Pourtant des solutions simples, éprouvées, déployables rapidement sont possibles pour accéder simplement aux zones d'emplois des agglomérations. La question de leur financement reste entière. Les nouveaux outils de la mobilité que nous promettent les technologies numériques nous permettront-ils de dépasser cette contrainte ? Comment demain mieux relier les agglomérations avec leurs périphéries proches et lointaines ? On le voit, au-delà des mobilités, les enjeux sont bien plus vastes : on touche à la cohésion de la société, aux solidarités entre territoires, dans un contexte de pénurie d'argent public, alors que les enjeux climatiques se font chaque jour plus pressants.

Politique de la ville



► **Les lycéens des quartiers prioritaires dans l'enseignement supérieur : une orientation moins ambitieuse, essentiellement attribuable au cursus scolaire.**

Pierre Boulet ; Maxence Chaigneau ; Pascal Dieusaert.

CGET - ONPV ; Systèmes d'Information et des Études Statistiques (SIES) du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, juillet 2019. 24 p.

L'Observatoire national de la politique de la ville (ONPV) a étudié, avec le service statistique de l'Enseignement supérieur, les vœux d'orientation des lycéens des quartiers prioritaires de la politique de la ville sur la plateforme Admission Post Bac* (APB) et les réponses obtenues. Au final, leurs

aspirations sont moins élevées que les jeunes des autres quartiers et ils se retrouvent plus souvent sans affectation à l'issue de la procédure APB. Un risque moins lié à leur lieu de résidence qu'à leurs trajectoires scolaires.

► Les Français portent un regard sombre sur les quartiers "sensibles".

Credoc - N. Guisse ; J. Müller.

CGET - ONPV, sept. 2019. 16 p. Coll. En détail.

En 2018, 8 % des habitants de France métropolitaine estiment vivre dans un quartier « sensible », près d'un tiers s'y rendent ponctuellement pour des motifs professionnels ou personnels, et un sur deux indique n'avoir aucun lien avec ces quartiers. Le regard que portent nos concitoyens sur ces quartiers est parfois sombre : ils y associent spontanément et en majorité les notions d'insécurité et de délinquance, l'idée de difficultés sociales ou encore de relégation territoriale. Les représentations des quartiers « sensibles » varient sensiblement selon les canaux d'information mobilisés. Les journaux télévisés sont, de loin, le premier canal d'information sur ces quartiers (71 %), devant la presse écrite et la radio. Les personnes qui s'informent sur ces quartiers principalement au travers des journaux télévisés ont, un peu plus que les autres, tendance à estimer que les quartiers « sensibles » se caractérisent par la prégnance de la délinquance. Au-delà du poids des discours médiatiques, les représentations sont aussi influencées par les liens personnels avec ces quartiers : l'image est généralement plus positive chez les personnes qui, outre des informations issues des médias, ont une expérience indirecte ou ponctuelle des quartiers « sensibles ».

Prévention - Sécurité

► Livre blanc pour la sécurité des territoires "Prévention, répression et cohésion sociale".

Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU), septembre 2019, 64 p.

S'appuyant notamment sur les propositions des acteurs de terrain, élus, acteurs associatifs et représentants institutionnels recueillies lors des *Assises de la sécurité des territoires*, ce livre blanc a pour vocation initiale de contribuer aux débats en formulant plusieurs recommandations. Divisé en trois chapitres : « Recentrer la politique de sécurité sur les besoins des citoyens », « Pérenniser et systématiser la coproduction des politiques de sécurité », « Innover pour développer des politiques de sécurité à la hauteur des défis », il traite de façon globale la politique de prévention de la délinquance. Les préconisations qui y sont formulées portent sur des problématiques au cœur des préoccupations des citoyens et collectivités locales telles que les relations police-population, les violences faites aux femmes ou encore le trafic de stupéfiants.

Territoires

► France : des fractures territoriales mais une diversité des territoires gagnants.

Gilles Poupard.

Population & Avenir, n° 744, sept-oct. 2019. pp. 4-7

En France, les fractures territoriales sont au centre du débat économique et sociétal depuis plusieurs années et plus encore depuis le mouvement des « gilets jaunes ». Le discours sur les territoires est souvent marqué par un schématisme et un fatalisme : il y aurait une « France des métropoles », dynamique et adaptée à la mondialisation, et une « France périphérique » condamnée au déclin. Mais ce discours n'est-il pas caricatural et décalé par rapport à la complexité et à la diversité du développement des territoires ? N'enferme-t-il pas les territoires dans des catégories artificielles et étanches qui figent et fragilisent les politiques de développement local ? Les réalités de dynamiques

territoriales ne sont-elles pas beaucoup plus contrastées ?

► Diversité régionale au sein de l'UE. Comment se situe votre région ?

Annuaire régional d'Eurostat 2019.

Eurostat, septembre 2019. 226 p.

L'annuaire régional 2019 publié par Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne, offre une vue d'ensemble du large éventail de statistiques régionales qui sont disponibles pour 281 régions de l'UE au niveau 2 de la NUTS (nomenclature des unités territoriales statistiques) et, dans le cas de certains indicateurs, pour 1 348 régions au niveau 3, plus détaillé. Ce recueil présente des statistiques sur la population, la santé, l'éducation et la formation, le marché du travail, l'économie, les statistiques structurelles sur les entreprises, la recherche et l'innovation, l'économie et la société numériques, le tourisme, les transports et l'agriculture. Il comprend également un chapitre consacré aux villes de l'UE et un chapitre portant sur les évolutions socioéconomiques régionales.

Le [communiqué de presse](#) se concentre sur l'âge médian de la population, le taux d'emploi des récents diplômés et l'établissement d'un classement des villes les plus peuplées (y compris leurs zones de navettage).

Transition énergétique

► La transition énergétique en milieu rural – Comprendre pour agir. Livre blanc.

Groupe EDF, juillet 2019. 124 p.

Le Groupe EDF, qui souhaite orienter sa stratégie vers le très bas carbone, vient de publier un livre blanc sur la transition énergétique et ses enjeux pour les territoires ruraux. Outil d'aide à la réflexion, l'ouvrage fait le point sur la situation énergétique des zones rurales grâce à des données et à des cartes exclusives. Une soixantaine d'entretiens auprès de diverses parties prenantes (AdCF, Ademe, FNCCR, FNSEA...) ont été menés. Une enquête en ligne, réalisée en partenariat avec l'AMRF auprès d'environ 1 100 maires ruraux, aide à mieux cerner les problématiques des élus sur le terrain. Plusieurs institutions et personnalités ont également contribué au Livre blanc sous la forme de tribunes (l'AMRF, le Cerema, le CGET, l'Insee, un président d'EPCI, un universitaire). Au final, EDF formule dix propositions pour faciliter la transition énergétique en milieu rural avec un double objectif: contribuer à lever les freins et mieux valoriser les nombreuses ressources des territoires ruraux.

Urbain

► Face aux crises, des villes se réinventent.

Nathalie Garat ; Marc Lemonier ; Virginie Bathelier ; Florent Chappel.

***Diagonal*, n° 206, juillet 2019. pp. 28-58**

Le décrochage de secteurs urbains anciennement industrialisés, le déclin démographique de certains territoires, les tensions économiques qui affectent le tissu local ou encore la dévitalisation de villes petites ou moyennes et de centres villes invitent à la réflexion. Ces phénomènes, qui s'apparentent dans certains cas à ce que les chercheurs qualifient de décroissance, répondent à une pluralité de situations. Ils renvoient aussi à des cycles de vie des espaces urbains. Pour autant, s'ils restent limités en France, en comparaison d'autres pays occidentaux, ils concernent tout de même un tiers des aires urbaines. L'émergence de politiques publiques proposant un nouvel horizon montre que cette question se trouve désormais mise à l'agenda des acteurs, aux différentes échelles territoriales. Se dessinent alors d'autres modèles urbains, plus attentifs à la qualité de vie des habitants, aux dynamiques locales et à la transition écologique pour tous. Au sommaire de ce dossier notamment : "La décroissance sous la loupe des chercheurs" ; "Au chevet des cœurs de ville" ; Stimuler les capacités territoriales" ;

"Roubaix : une recherche-action pour donner vie aux friches" ; "Friches : un regard venu d'Allemagne" ; "Grande-Synthe : le pari de la transition".

► La ville et le territoire, connectivité versus centralité.

Tous urbains, n° 26, juin 2019. pp. 32-59

Au sommaire du dossier :

"La ville et le territoire. Ce qui a changé durant les cinquante dernières années" par Jacques Donzelot.
 "La ville, c'est mal" par Laurent Davezies. "Les pavillons contre la ville" par Didier Lapeyronnie.
 "1848/2018. De la communauté aux archipels" par Philippe Estèbe. "Paris capitale, une ville pour tous ?" par Philippe Panerai. "Métropoles : réinventer l'esprit du progressisme" par , Cynthia Ghorra-Gobin
 Cynthia. "Expansion des réseaux et métamorphoses de la centralité" par Olivier Mongin.

► Consultants et villes à l'heure de la mondialisation : expertises et jeux d'échelles.

Déborah Galimberti.

Éditions PUCA, septembre 2019, 76 p. (Coll. Réflexions en partage)

On assiste depuis une vingtaine d'années à une montée en puissance dans (la production de) l'action publique urbaine des acteurs privés du conseil et de l'expertise. Qu'il s'agisse de grands cabinets ou d'experts-universitaires, les consultants sont considérés comme des acteurs incontournables dans la conduite des affaires publiques. En raison de l'inscription transnationale de leurs pratiques, ils sont aussi considérés comme des acteurs naturels de l'internationalisation des villes, agissant tels des promoteurs, voire des prescripteurs, décisifs de la circulation planétaire des modèles urbains. Cette figure de la fabrique de l'action publique qu'est le consultant, devenue presque banale tant elle est omniprésente, reste pourtant peu étudiée dans les travaux de recherche. Cet ouvrage se propose de l'éclairer, à partir d'une analyse des discours et des pratiques, et plus particulièrement du rapport à l'international des consultants, qui permet de mettre à jour les interdépendances mutuelles qui se construisent au sein des réseaux transnationaux d'expertise entre consultants et acteurs de la gouvernance urbaine.

Vieillesse

► Vieillesse en ville et villes en vieillesse.

Sophie Buhnik.

L'Information géographique, vol. 83(2), 2019. pp.122-139

Le vieillissement transforme la physionomie des villes et des sociétés contemporaines ; il ne reçoit pourtant pas l'écho scientifique et médiatique accordé à d'autres transitions (comme le réchauffement climatique ou la transition numérique). Partant du constat d'un déficit de recherche théorique sur les interactions entre vieillissement et production urbaine, cet article rappelle d'abord le caractère multidimensionnel des relations entre ville et vieillissement. La complexité de ces interactions est liée d'une part à la pluralisation des expériences individuelles de l'avancée en âge, d'autre part à une diversification des territoires où la part des seniors augmente. En s'appuyant sur des recherches critiques envers la promotion du « vieillissement actif » dans les politiques publiques, il montre ensuite comment un fort taux de vieillissement met les collectivités territoriales aux prises, non seulement avec des besoins d'adaptation des tissus bâtis, mais encore avec un problème de continuité résidentielle. En effet, assurer l'accès des habitants âgés à des ressources de proximité suppose un dynamisme intergénérationnel à l'échelle des quartiers. Or c'est justement dans les parcs immobiliers où les occupants sont en majorité des propriétaires âgés, que cette condition s'avère la plus difficile à remplir.

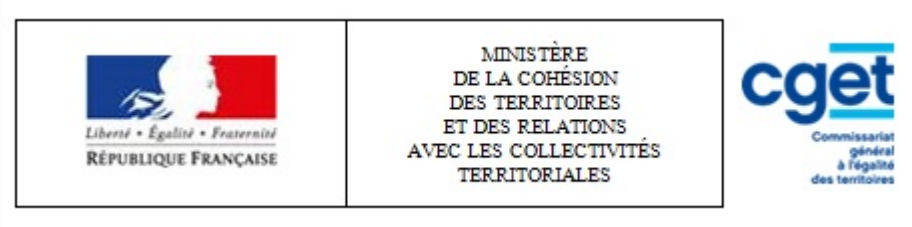
Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> **S'abonner : accès direct à l'encart d'inscription**

>> Nous contacter : veille.cget@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



© 2019 CGET

[Se désinscrire](#)